

Sur le boulevard des Rêves brisés...

Par désenchantement ou désabusement politique, de nombreux Québécois se préparent à voter pour l'ADQ de Mario Dumont et ce, sans connaître les principaux éléments de son programme.

L'ADQ est, tout comme son proche parent "L'Alliance Canadienne", un parti politique qui se situe très à droite sur l'échiquier politique québécois et canadien, en particulier sur les éléments à caractère économique et social de son programme. Advenant que ce parti remporte la prochaine élection cela signifierait, sans nul doute, une grande victoire pour les ultraconservateurs et les tenants du néolibéralisme économique.

L'objectif principal du site **NonADQ.com** est de mieux informer la population sur le programme de l'ADQ et sur le danger qu'il représente pour l'avenir du Québec. Au delà de l'image bon enfant de Mario Dumont se cache un astucieux et redoutable politicien qui se prépare à transformer radicalement la société québécoise. Des changements qui nous ramèneraient 50 ans en arrière...

NonADQ.com fait le pari que les Québécois, mieux informés sur la véritable nature de l'ADQ, seront moins enclins à voter pour ce parti passéiste qui met de l'avant une idéologie "made in USA"...

Votre vote ne doit pas qu'être l'expression de votre mécontentement envers le PQ et le PLQ. C'est une décision importante à l'égard de votre pays, de son avenir et... celui de vos enfants. Et comme le dit la maxime: "ne vous fiez pas aux apparences, elles peuvent être trompeuses..."

Alain Dubois, Jean-Claude St-Onge et Pierre Mouterde coauteurs du site NonADQ.com

Retrouvez-nous sur le Web !

www.NonADQ.com

DANS CE DOCUMENT:

Privatisation du secteur public	2
L'ADQ et la santé	3
Les bons d'études	4
Dumont un politicien traditionnel	4
Relations de travail	5
Fiscalité	6
Un programme de droite	7
L'ADQ, un parti du changement ?	7
La montée de l'ADQ	8

J.-Claude St-Onge et Pierre Mouterde, sont les auteurs de "ADQ, voie sans issue" Un jeune parti, de vieilles idées, publié au Éditions Écosociété à l'automne 2002.



L'ADQ ET LA PRIVATISATION DU SECTEUR PUBLIC

D'après le programme la priorité de l'ADQ est de «remettre l'État à sa place», c'est-à-dire sabrer 25% des effectifs de la fonction publique, mousser la part du privé en santé et en éducation, privatiser l'assurance juridique et impliquer «le secteur privé dans la gestion» des prisons. En 2001, M. Dumont déclarait qu'on pourrait envisager de privatiser les monopoles d'État et il a déjà parlé de privatiser l'assurance-chômage (1).

La théorie qui inspire ces propositions prétend que le secteur public est inefficace dans la fourniture de services comme la santé et l'éducation et qu'il vaut mieux confier ces activités au secteur privé. Elle a été formulée par le philosophe et économiste écossais Adam Smith qui écrivait en 1776 que les gouvernements sont

«toujours les plus grands dissipateurs de la société». Voilà pour les idées jeunes de l'ADQ! Récemment, nous avons eu l'occasion de vérifier l'efficacité du secteur privé. Pour la deuxième année consécutive les faillites d'entreprises américaines cotées en bourse ont battu tous les records (2). Cinq des dix plus importantes faillites de l'histoire ont eu lieu en 2002. De plus, nous avons assisté à l'une des plus grandes fraudes de l'histoire américaine impliquant le secteur privé, particulièrement dans les domaines de l'énergie et des communications, deux secteurs visés par la déréglementation. Au Canada, Nortel a congédié plus de 53 500 employés et son titre a

perdu 98% de sa valeur en deux ans. Son président démissionnaire John Roth a flambé 30,5 milliards de dollars américains (plus de la moitié de la dette directe du gouvernement québécois) pour acquérir 18 entreprises qui ne valent plus qu'une fraction ridicule de leur valeur. De son côté BCE a revendu Téléglobe pour 155,3 millions de dollars, «à des années-lumière des 7,4 milliards de dollars» déboursés pour son achat. En rayant cet actif, BCE pourra récupérer 2 milliards de dollars en impôts, facture qui sera assumée par les contribuables. Et pourtant, M. Dumont déclarait: «Sur le plan économique, nous sommes clairement plus en faveur de la libre concurrence et du privé (3)».



SAVIEZ-VOUS QUE:

Advenant la ratification de la zone de libre échange des Amériques les entreprises américaines et celles des autres pays membres pourront venir concurrencer les sociétés d'État québécoises qui auront été en totalité ou en partie privatisées: services médicaux, casinos (Loto-Québec), SAAQ, Hydro-Québec, etc.

L'Ontario, suite à une révolte des consommateurs, a renoncé à privatiser l'électricité, dont les prix ont augmenté de 25% suite à la déréglementation de la distribution de l'électricité (les Ontariens peuvent choisir leur fournisseur). Le gouvernement craignait sans doute que les nouvelles augmentations qu'auraient sûrement entraîné cette privatisation de 49% d'Hydro One lui fasse perdre les prochaines élections. (source: La Presse, 21 janvier 2002)

Une enquête judiciaire a identifié que les compressions au ministère de l'Environnement et la privatisation de l'analyse de l'eau avaient été en partie responsables de l'épidémie d'E.coli qui a fait sept morts et rendu 2300 autres personnes malades, en mai 2000 à Walkerton, Ontario.

Le but du secteur privé contrairement au secteur public est de faire des profits... Donc peu importe ce que disent l'ADQ et Mario Dumont tout transfert au privé d'une sphère d'activité dévolue au public coûtera nécessairement plus cher... Sauf, peut-être, si les salaires sont coupés et ramenés aux salaires "minima".

Toute brèche ouvrant la porte à une privatisation, même partielle, des services de santé et dans l'éducation ne manquera pas de s'agrandir au fil des années... Voulez-vous parier là-dessus ?

Les pays occidentaux qui ont le plus haut taux de syndicalisation sont ceux où non seulement les conditions de travail sont les meilleures pour l'ensemble des travailleurs qu'ils soient syndiqués ou pas mais que ce sont, en général, les pays qui offrent la meilleure qualité de vie à leur population (États-Unis: 14,2% ; Canada: 37,4% ; Danemark: 80,1% ; Suède: 91,1%). La semaine de travail légale est de +- 30 à 35 heures dans de nombreux pays européens et les semaines légales de vacances sont en moyenne de 5 semaines ! Pour en savoir plus sur ces statistiques de l'Organisation Mondiale du Travail consulter la rubrique "Documents (et statistiques)" du site ww.NonADQ.info

1- La Revue, 18 avril 2001, et Le Soleil, 1er mai 1995.

2- La Presse, 31 décembre 2002.

3- La Presse, 16 novembre 2001.

ADQ - EN SANTÉ: L'ADDITION SALÉE DU PRIVÉ

Pour l'ADQ notre système de santé coûte toujours plus cher. Or, le rapport Romanow constate que l'assurance-maladie absorbe 34% des recettes fiscales des provinces en 2000-2001, contre 39% il y a 20 ans. Il vaut la peine de souligner que le Québec est la province qui consacre le moins d'argent aux soins de santé, soit 2899 \$ par tête d'habitant contre 3435 \$ en Ontario et 3660\$ au Manitoba. L'écart est énorme.

Les problèmes de notre système de santé sont palpables. Le cardiologue Hugh Scott, directeur du projet de nouvel hôpital universitaire anglophone de Montréal, les résumait ainsi: «Imaginez le désastre si l'on supprimait 20% des revenus d'Hydro-Québec en exigeant qu'elle fournisse les mêmes services. C'est exactement ce qu'a fait le gouvernement fédéral, avec les coupes brutales qu'il a effectuées dans ses subsides aux provinces en 1994 (4)».

Durant les élections partielles du printemps 2002, une députée adéquate donnait le secteur privé, notamment le soin des yeux et des dents, comme modèle d'un système qui fonctionne bien. Or, depuis 1975, c'est là que les coûts ont augmenté le plus, soit

près de deux fois plus que dans le secteur public (5). D'après Lee Soderstrom de l'Université McGill, le secteur privé demande 22 \$ contre 18 \$ dans le secteur public pour les mêmes services.

L'addition du privé, comme le démontre le coût des analyses de laboratoire (HIV, formule sanguine, etc.), ne fera pas diminuer la facture. Au contraire. Cinq provinces, dont l'Ontario, ont confié ces analyses au secteur privé. Or, les Ontariens déboursaient 100 \$ par tête contre 70 \$ au Québec où les analyses sont faites par le secteur public. Pourtant, un sondage réalisé en 1998 révélait que 78% des Québécois sont d'accord pour payer pour leurs analyses. Les campagnes qui dénigrent le secteur public ont porté leurs fruits.

Aux États-Unis, où le secteur privé domine, il en coûte 38,7% de plus par tête d'habitant pour se faire soigner (6). Nos voisins du Sud sont-ils pour autant mieux servis? La mortalité infantile y est plus élevée de 30% qu'au Canada et l'espérance de vie y est plus courte. Par ailleurs, la mortalité dans les hôpitaux privés est, d'après l'évaluation la plus conservatrice, de 2% plus élevée

que dans le secteur public. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les États-Unis se classent au 37e rang pour ce qui est de la qualité des soins de santé, entre le Costa-Rica et la Slovaquie.

Pour toutes ces raisons l'addition du privé en santé sera salée et ne fera rien pour améliorer le système. Non seulement les services coûteront plus cher aux contribuables, mais le secteur privé pompera dans sa direction les ressources qui oeuvrent présentement dans le secteur public et les listes d'attente s'allongeront.

D'après l'ADQ, le vieillissement de la population poussera le système de santé au bord du gouffre. Or selon l'Institut canadien d'information sur la santé, la province de Terre-Neuve a dépensé 26% de plus que l'Île du Prince Édouard en matière de santé. L'institut explique que c'est parce que les Terre-Neuviens sont plus jeunes. Une étude épidémiologique révèle que les personnes mourant à un âge supérieur à 70 ans coûtent moins que celles qui meurent à 50 ans. Les premières reçoivent en moyenne trois traitements dans les 12 derniers mois de leur vie, contre six pour celles qui meurent à 50 ans.

SAVIEZ-VOUS QUE:

Les dépenses des Américains dans la santé qui est en bonne partie privatisée sont nettement plus élevées que celles des Québécois. Les dépenses dans le secteur privé de la santé représentent 7% du PIB au États-Unis alors qu'elles ne sont que de 3% au Canada. Si on additionne les dépenses dans le secteur public et celles du secteur privé on obtient un portrait beaucoup plus juste. C'est-à-dire, des dépenses qui représentent 13.5% (6.5 + 7.0) du PIB pour les États-Unis comparativement à 9.95% (6.95 + 3.5) pour le Canada et encore moins pour le Québec, puisque les dépenses en santé y sont inférieures à la moyenne canadienne.

Aux États-Unis, les hôpitaux privés à but lucratif (la majorité) consacrent 34% de leur budget en frais administratifs contre 22.9% pour les hôpitaux publics et une personne sur six n'a aucune couverture médicale.

Selon Philippe Couillard du Centre Hospitalier de Sherbrooke 26% des familles américaines n'ont pu suivre un traitement à cause du coût prohibitif des soins. Ainsi, les 10 médicaments les plus populaires pour les personnes âgées aux États-Unis coûtent 86% de plus qu'au Canada.

4- La Presse, 23 janvier 2002.

5-Les soins de santé au Canada 2002, L'Institut canadien d'information sur la santé.

6-Ibid., p. 29.

ÉDUCATION: LES BONS D'ÉTUDES

Les écoles publiques reçoivent une subvention de près de 5000 \$ par élève alors que le secteur privé est subventionné jusqu'à hauteur des deux tiers de ce montant. Avec les bons d'études, un gouvernement adéquate verserait la subvention directement aux parents pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école de leur choix. Au départ, cela représenterait une subvention supplémentaire de 170 \$ millions en faveur du secteur privé, qui profitera d'abord aux familles aisées et qui enlèvera des fonds au secteur public, déjà sous financé. Cette mesure mettrait l'école publique en péril ainsi que les efforts pour démocratiser l'éducation entrepris il y a 40 ans.

Les défenseurs des bons d'études prétendent qu'ils améliorent la qualité de l'éducation et la réussite et qu'ils sauvent de l'argent au public. L'expérience américaine contredit ces énoncés. À Milwaukee, Wisconsin, 10 800

élèves profitent des bons d'études. Un rapport du Wisconsin Legislative Audit Bureau souligne que les espoirs d'amélioration de la réussite suscités par les bons d'études «ne peuvent être vérifiés». À Cleveland, Ohio, on compte 4300 bénéficiaires des bons d'études. Selon le département de l'Éducation, les élèves du secteur public ont des «résultats comparables» aux bénéficiaires des bons d'études qui fréquentent les écoles privées. Ces résultats ont été vérifiés par une étude indépendante d'un professeur de l'Université de l'Indiana qui révélait que les enfants des familles ayant fait une demande de bons d'études sans les avoir obtenus et qui envoyaient leurs enfants au secteur public «réussissaient mieux que les enfants ayant bénéficié des bons d'étude (9)».

Par ailleurs un rapport de la firme comptable KPMG montre que les écoles publiques de Cleveland perdent l'aide de l'État «sans que

leurs coûts changent». De plus les frais de transport des bénéficiaires des bons d'études sont trois fois plus élevés que ceux du réseau public. Plusieurs d'entre eux habitent loin de leurs écoles et doivent être transportés en taxi. Ces compagnies ont surfacturé l'État pour un montant de 419 000 dollars américains pour transporter des élèves qui manquaient leurs cours.

La solution adéquate coûtera cher et ne contribuera pas à résoudre les problèmes de notre système d'éducation qui sont avant tout des problèmes sociaux tels que la pauvreté, les inégalités sociales, la formation des maîtres. Qu'on se rappelle que 50% des enfants dans la région métropolitaine sont mal nourris. Quand vous arrivez à l'école le ventre vide, ce n'est pas le dernier gadget pédagogique qui augmentera significativement la réussite scolaire.

MARIO DUMONT: UN POLITICIEN TOUT CE QU'IL Y A DE TRADITIONNEL

L'ADQ a été fondée en 1994 par deux membres du Parti libéral, le vieux routier Jean Allaire et Mario Dumont, président de la Commission jeunesse du parti de Robert Bourassa. L'ADQ compte cinq députés depuis les élections partielles de 2002. Jean Allaire est l'auteur du rapport du même nom qui recommandait au gouvernement Bourassa de réclamer les compétences partagées avec Ottawa et la récupération ou le partage d'un grand nombre de champs de compétences fédérales. Ce sont ces revendications que M. Dumont «oubliait» de mentionner dans son discours devant les hommes d'affaires torontois à l'automne 2002. Mario Dumont est député de Rivière-du-Loup depuis

1994.

Derrière les slogans accrocheurs, les promesses mirobolantes et les images édifiantes, il faut voir ce qui attend la population du Québec avec l'ADQ. De nombreux observateurs de la scène politique soutiennent que M. Dumont est un spécialiste du patinage de fantaisie. En effet, il maîtrise parfaitement l'art de dire une chose et son contraire.

On le sait, le programme propose l'abolition de la sécurité d'emploi dans la fonction publique. Pourtant durant les élections partielles de 2002, M. Dumont déclarait sur les ondes de CKAC: «On n'est pas contre la sécurité d'emploi, on

est contre l'emploi à vie (11)»! Plus tôt, il déclarait au journal Le Soleil: «on dit pas que ça n'existera plus l'emploi à vie dans le secteur public. On dit plutôt, que ce ne sera plus la norme (12)». Remarquons que si le programme propose l'abolition de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, dans cette déclaration M. Dumont vise l'ensemble du «secteur public». Toujours au micro de CKAC, le chef de l'ADQ déclarait: «on n'est pas contre les garderies à 5\$». Pourtant dans un communiqué du 7 novembre 2001 son parti proclamait qu'il était incompréhensible qu'on «choisisse de poursuivre dans cette voie»!

SUITE PAGE 5 .

DÉRÈGLEMENTATION ET RELATIONS DE TRAVAIL

Le programme de l'ADQ parle abondamment d'alléger la réglementation. Nous convenons qu'il y a des lois et des règlements inutiles et absurdes. On n'a qu'à penser à la loi américaine qui prescrit la grosseur des trous dans le gruyère. Voilà pour le folklore! Mais, de quoi s'agit-il quand on parle de dérèglementation? Il s'agit de revoir, d'alléger, ou d'abolir certaines des lois qui protègent la santé et la sécurité du public afin d'accroître la compétitivité des entreprises. Un des exemples les plus insensés d'allègement de la réglementation au Québec concerne la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST). Entre 1995 et 1998, le gouvernement a fait passer le nombre de visites des inspecteurs de la CSST de 48 424 à

12 783. Au cours de la même période, le nombre de décès attribuables aux accidents de travail et aux maladies industrielles passait de 147 à 208 (10). En Grande-Bretagne la dérèglementation et la privatisation de l'eau ont produit des augmentations catastrophiques des prix. La dérèglementation de l'électricité en Ontario, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis s'est traduite par l'augmentation des prix et par de nombreuses interruptions de services dans ces deux derniers pays.

Sur un autre plan, le programme de l'ADQ remet en question les acquis des travailleurs syndiqués en proposant l'abolition de la formule Rand et de la sécurité d'emploi dans la fonc-

tion publique. Il parle également d'«assouplir» les conventions collectives, de «dynamiser les pratiques syndicales», d'accroître la «flexibilité» du travail, de «responsabiliser les travailleurs». À part le vocabulaire technocratique, ce discours ressemble étrangement à celui que Maurice Duplessis tenait il y a plus de 40 ans. En prime, l'ADQ propose de sabrer 25% des effectifs dans la fonction publique, ce qui aurait des effets désastreux. Il manque déjà de personnel à la CSST et dans des secteurs aussi névralgiques que l'environnement, l'inspection des bâtiments et des aliments.

10- André Noël, La Presse, 26, 27, 28 juin 1999.

MARIO DUMONT: UN POLITICIEN TOUT CE QU'IL Y A DE TRADITIONNEL

SUITE DE LA PAGE 4

Le programme écrit noir sur blanc qu'il n'est pas question d'ajouter «de nouvelles sommes d'argent dans le fonctionnement du système». À la page suivante on lit que «l'État ne doit pas se déresponsabiliser en matière de santé (13)». Et puisque nous ne sommes pas à une contradiction près, ceci n'empêchait pas M. Dumont de déclarer qu'on a les salles d'opération et les médecins, «ce sont les budgets qui font défaut (14)». L'ADQ prétend qu'elle n'est pas contre le gel des droits de scolarité à l'université: elle veut simplement les indexer au coût de la vie! L'équipe Dumont s'est prononcée pour les fusions à Montréal et contre au Saguenay. Je suppose que c'est ce qu'on appelle «faire de la politique autrement».

L'ADQ qui se présente comme le parti de l'intégrité absolue – ce qui serait en effet nouveau – a fait l'objet d'enquêtes pour de nombreux manquements à la loi électorale qu'il serait trop long d'énu-

mérer. Vous en trouverez une pleine page dans le journal La Presse du 23 novembre 2002. Il y a quelques années, deux de ses militants ont plaidé coupable à un certain nombre d'infractions. Récemment l'ancien vice-président de l'ADQ a été condamné à rembourser les 22 800 \$ qu'il avait versé illégalement à la caisse du parti. M. Dumont veut renforcer les règles, mais il laisse entendre que ce n'est pas si grave puisque «c'est arrivé à d'autres partis (15)». D'après un expert permanent, M. Dumont l'a payé sous la table (16). Ce dernier lui confiait: «Nous on passe ça comme dépenses électorales». Pourtant M. Dumont se targue d'être transparent et il déclarait au lendemain des élections partielles: «ça peut être beau la politique»

L'ADQ, comme les vieux partis, excelle dans l'art de brouiller les

pistes. À tel point que, d'après un sondage SOM réalisé en 2002, 40% des électeurs pensent que le parti de M. Dumont est souverainiste. Or, M. Dumont a déjà déclaré: «Je ne l'ai jamais été». André Néron son ancien chef de cabinet l'a surpris à fêter la défaite du OUI au référendum de 1995. Il avait pourtant milité dans le camp du OUI. M. Dumont dit qu'il n'est ni souverainiste ni fédéraliste. C'est dépassé, dit-il. Je suis nationaliste. On appréciera toute la nouveauté. Hélas! M. Dumont est un politicien tout ce qu'il y a de plus traditionnel.

Devant tant de contradictions nous aurions envie de dire que l'ADQ nage en pleine confusion idéologique. Erreur! M. Dumont et son parti savent où ils s'en vont, mais ils ne veulent pas que la population le sache. Les Québécois ne veulent pas savoir, ils veulent croire, disait le chef du parti.



LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES ET L'IMPÔT UNIQUE



D'après le programme de l'ADQ, la redistribution des richesses est un enjeu majeur. Mais cette formation politique veut redistribuer la richesse du bas vers le haut, notamment avec sa proposition d'impôt unique.

Aujourd'hui, il existe trois taux d'imposition au Québec: 16%, 20% et finalement 24% pour ceux dont le revenu imposable excède les 52 000\$. Bien que la proposition de l'équipe Dumont reste floue, une chose est claire, les gens fortunés verraient leur taux d'imposition passer de 24% à 20%. Supposons que John Roth, ex-président de Nortel, dont le revenu totalisait 70,8 millions de

dollars en 2000, paie des impôts au Québec. Dans l'hypothèse la plus optimiste pour M. Roth, la proposition de l'ADQ lui ferait épargner 2,83 millions de dollars. De plus selon le programme, la formation de M. Dumont entend diminuer la taxe sur l'essence, hausser les seuils d'imposition et maintenir la TVA au niveau actuel. Dans cette hypothèse, cela créerait un trou dans les finances publiques et se traduirait à coup sûr par une diminution des services à la population.

Par ailleurs, l'ADQ dénonce la lourdeur de la fiscalité québécoise qui exercerait des effets dépressifs sur la croissance. À ce sujet trois remarques. Premièrement, la part des impôts au Japon atteint 27,8% du PIB, contre 43,7% en France. Or, ces deux pays affichent les mêmes taux de crois-

sance au cours de la dernière décennie. Et c'est loin d'être l'exception: les Australiens paient presque deux fois moins d'impôts que les Hollandais et les Danois, mais tous ces pays affichent des taux de croissance identiques (7). Deuxièmement, le Québec est un véritable paradis fiscal pour les entreprises avec un taux réel d'imposition de 5%, soit le taux le plus bas en Amérique. C'est depuis 1972 que tous les gouvernements diminuent les impôts des sociétés (au fédéral le taux est passé de 50% en 1972 pour atteindre 21% en 2004) et il ne faut pas chercher loin pour savoir pourquoi les particuliers sont surtaxés. Finalement, trois sociétés d'État québécoises versent au gouvernement presque autant en dividendes que toutes les compagnies paient en impôts (8). Ces fonds servent à financer les services à la population.

SAVIEZ VOUS QUE:

Entre 1975 et 1995 la mise en oeuvre des mesures néolibérales s'est traduite par la chute du salaire réel des travailleurs québécois de 18%. Pour la même période, le salaire des chefs d'entreprises connaissait une hausse de 66% après impôt et de 19% avant impôt!!

La pauvreté infantile est passée de 15,8% en 1980 à 21% en 1996. Le nombre d'usagers des banques alimentaires a lui doublé en 10 ans.

Entre 1945 et 1975 le taux de croissance de l'économie a été le plus élevé et pourtant l'impôt fédéral sur les sociétés canadiennes s'élevait à 50% alors qu'il représente aujourd'hui à peine 25%

L'ADQ vante les mérites de la privatisation afin de diminuer la charge fiscale des citoyens du Québec et cite en exemple les États-Unis comme modèle à suivre. S'il est vrai que les citoyens américains paient moins d'impôt, il ne faudrait pas omettre de mentionner que ceux-ci doivent payer 7.000 dollars et souvent bien d'avantage pour une police d'assurance maladie privée, que les droits de scolarité, les frais de garderie, les loyers et les tarifs d'électricité sont considérablement plus élevés que chez nous. Par ailleurs, les programmes de sécurité du revenu sont presque symboliques. Pas étonnant que le taux d'épargne des américains est un des plus bas des pays de l'OCDE, il était de +0% en 1987 et de 2.3% en 2001 pour les États-Unis alors qu'il était de 3.2% en 1987 et de 4.6% en 2001 pour le Canada. (source: Banque Royale du Canada)

Cette réalité sociale n'est pas étrangère au fait que les États-Unis ont le plus haut taux d'incarcération de tous les pays occidentaux 300/100.000 habitants alors qu'il est de 150/100.000 habitants au Canada. En Europe ce taux est en moyenne de +- 50/100.000 habitants. Le taux le plus élevé dans ce continent se retrouve en Angleterre, le pays qui a le plus opté pour des politiques néolibérales (Thatcher), il est de 80/100.000 habitants. Évidemment, les États-Unis ont aussi les plus hauts taux d'homicide et de crimes de toutes sortes (8b)... Vous remarquerez que les pays européens ont aussi comme le Canada des taux d'imposition élevés souvent même plus élevés que chez nous...

7- Why we don't Have to Choose between Social Justice and Economic Growth: The Myth of the Equity/Efficiency Trade-off, Conseil canadien de développement, www.ccsd.ca, section III, p. 3-4.

8- La Presse, 2 novembre 2001. D'après une étude du professeur Léo-Paul Lauzon.

8b-Centre canadien de la statistique juridique, 1999 et Centre canadien des armes à feu, 1998

UN PROGRAMME NÉOLIBÉRAL INSPIRÉ PAR LA DROITE AMÉRICAINE

Le programme de l'ADQ reprend par pans entiers les idées de l'économiste Milton Friedman, chef de file du néolibéralisme et ancien conseiller de Ronald Reagan, président des États-Unis. C'est en s'inspirant des théories de Friedman qu'en 1983, le président Reagan diminuait de 15% les impôts des couples faisant 200 000 \$ et plus et augmentait de 22% ceux qui faisaient 10 000 \$ et moins. C'est Milton Friedman qui est à l'origine des bons d'études et qui a popularisé l'idée d'un taux d'impôt unique, (mis sur la glace par George W. Bush et toujours défendu par la faction la plus à droite du parti Républicain). C'est lui qui milite en faveur de la réduction de l'État en prônant la déréglementation et l'accroissement du rôle du secteur privé, notamment dans le domaine de la santé. M. Friedman n'a jamais caché ses couleurs. En 1970, il écrivait

dans le New York Times Magazine: «La seule responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits». M. Dumont se situe lui-même dans ce courant: «On fait partie d'un courant qui encourage la liberté d'entreprise et rejette l'idée que l'État est le remède universel (17)». Ces déclarations font écho aux idées de Ronald Reagan et de la Première ministre britannique, Margaret Thatcher, élue en 1979. Là où Mme Thatcher disait «Faisons reculer les frontières de l'État», et là où M. Reagan jurait «d'avoir la tête du Monstre», l'État-providence, M. Dumont dit qu'il «faut remettre l'État à sa place». C'est là toute l'originalité de l'ADQ. Mais à la différence de Mme Thatcher, de messieurs Reagan et Friedman, l'ADQ avance son programme tout en demi teintes.

M. Dumont est conseillé par l'Institut

économique de Montréal (IEDM), un think tank (laboratoire d'idées) néolibéral qui défend les mêmes idées, mais sur un mode plus radical.

L'IEDM publiait sur son site internet la conférence d'un professeur d'économie américain qui suggérait de réduire les dépenses de l'État à 15% du PIB.

Selon ce texte les gouvernements devraient s'en tenir à leurs activités de base, (défense, ordre public, routes, un minimum d'éducation), ni plus ni moins le programme proposé par Adam Smith en 1776. Par ailleurs, M. Dumont est entouré d'une brochette d'hommes d'affaires tels que M. Léon Courville, ex numéro deux de la Banque Nationale, dont l'hostilité à l'État-providence est connue

17- Le Soleil, 2 mai 2002

QUELS CHANGEMENTS ? ACCÉLÉRER ET DURCIR LES VIEILLES POLITIQUES ?

C'est sans doute une des grandes ironies de la petite histoire politique du Québec que l'ADQ se présente sous la bannière du changement quand on sait qu'elle veut remplacer ce qu'elle appelle de «vieilles» idées par des idées encore plus désuètes. Mais le changement promis par l'ADQ est de même nature que celui qu'on trouverait au fond d'un vieux coffre en cèdre rempli de vêtements des années 1950.

Les politiques proposées par l'ADQ ont été mises en œuvre — à des degrés divers — depuis plus de 20 ans par la plupart des gouvernements. C'était la réponse musclée à la crise de croissance du capitalisme dont les taux de croissance ont été coupés de plus de moitié à partir de 1975. Ce sont ces politiques que M. Dumont veut accé-

lérer et durcir. Depuis 1980, elles ont causé des torts immenses: diminution du salaire réel des travailleurs québécois de 18% entre 1975 et 1995, précarisation du travail, coupes massives dans les programmes sociaux, augmentation de la pauvreté infantile. M. Dumont affirme qu'il n'y a pas de vaches sacrées: les vaches sacrées qu'il veut conduire à l'abattoir sont la sécurité d'emploi, le régime de soins universels, l'impôt progressif, certains des règlements qui protègent la santé et la sécurité de la population, la démocratisation de l'éducation (rappelons qu'en 1951, 14% des Québécois terminaient leur secondaire par rapport à 83% aujourd'hui en comptant ceux et celles qui terminent leurs études en plus de cinq ans). Toutes ces mesures qui ont bénéficié à la vaste

majorité des Québécois, y compris à la majorité de la «classe moyenne» que l'ADQ prétend défendre, sont dans le collimateur. C'est précisément l'adoption de ces politiques qui ont fait passer la «classe moyenne» de 60 à 44% de la population canadienne entre 1973 et 1996.

Un gouvernement adéquate administrera la même vieille pilule sous un nouvel enrobage, mais en dose plus concentrée. Sous couvert de renouveau, la formation politique de M. Dumont veut remplacer les idées d'hier par celles d'avant-hier en les présentant comme celles de demain. Il n'est pas exagéré de dire que la mise en œuvre de ce programme nous ramènerait 40 ans en arrière.

C'est l'économiste Milton Friedman, conseiller du président américain Ronald Reagan qui a popularisé les bons d'études (en 1955), l'impôt unique et la privatisation des services publics.

En 1996, le Wisconsin a mis sur pied un programme pour augmenter le ratio maître/élèves. Un rapport démontre que celui-ci a permis aux élèves de 3^{ème} année de faire des progrès dans toutes les matières.

9- Ces informations sur les bons d'études et celles qui suivent sont principalement tirées de Rethinking Schools, An Urban Educational Journal et d'un texte intitulé: Five Years and Counting: A Closer Look at the Cleveland Voucher Program, People for the American Way foundation, www.pfaw.org

LA MONTÉE FULGURANTE DE L'ADQ

Pourquoi le programme de l'ADQ, si hybride, mais surtout si néolibéral, peut plaire autant ? En somme pourquoi Mario Dumont «pogne» (1) tant auprès de larges franges de l'électorat québécois ?

1) Tout d'abord, il faut prendre en compte, si on peut dire, l'emballage promotionnel de son programme, la façon dont ce dernier est présenté, spécialement par son chef, Mario Dumont.

Mario Dumont présente en effet toujours les points de son programme de manière « positive et pragmatique », en jouant sur un certain nombre d'idées communément admises au Québec, et en ne se présentant surtout pas comme un partisan idéologisé du néolibéralisme (à la manière de Mike Harris : il faut en finir avec l'État providence). D'où ces trois types d'appel qui caractérisent son discours et qui recourent bien des sensibilités du commun des Québécois :

a) l'appel au libre choix de chacun, à la liberté individuelle, (à la créativité, à l'initiative personnelle, à la responsabilisation débouchant par exemple sur le fait de pouvoir choisir l'école qu'on veut, les soins de santé qu'on veut, etc.); l'appel à l'esprit d'entreprise donc, mais pas seulement, à cette «liberté» si souvent malmenée par toutes les contraintes et limites de la vie moderne.

b) l'appel, au nom de la génération montante, à en finir avec les vieilles façons de faire d'autrefois: celles des «baby-boomers gras durs», celles des syndicats (qui veulent «runner» le Québec), celles de la vieille classe politique (PQ, PLQ), celles des vieux débats rancis (encore un référendum !) ou des vieilles oppositions (fédéralistes, souverainistes, etc.).

c) l'appel au bon sens apparent, au fait que des choses simples et pratiques peuvent être faites: simplifier la fiscalité (impôt unique, utiliser le secteur privé pour aider le secteur public (désengorger les urgences), s'attaquer aux lourdeurs bureaucratiques de l'État).

Ensuite et plus fondamentalement, il faut prendre en compte le fait qu'il a su se faire l'écho, sur un mode biaisé il est vrai, de transformations sociales et politiques décisives, donnant ainsi apparemment réponse aux frustrations qu'elles génèrent. Qu'est-ce que cela veut dire ?

2) L'absence d'alternative au modèle néolibéral

C'est là sans doute le point central : il existe au Québec (comme ailleurs) un malaise profond, généré par l'absence d'alternative sociopolitique (la fermeture de la scène sociale et politique), et en contrepoint un sourd désir de changement. Comme si tout un chacun se sentait face à une situation bloquée, ne cessait de mariner dans de mêmes problèmes apparemment insolubles et les mêmes justifications pour ne point les régler (coupures, emplois précarisés, inégalités grandissantes, problèmes écologiques, question nationale non résolue, etc.). De quoi en permanence vivre un profond sentiment d'impuissance : que peut-on faire par rapport à Bush, par rapport à la guerre, par rapport à la pauvreté montante, au discours arrogant du fédéral, par rapport à la pauvreté, à l'injustice, au manque de logement, à l'individualisme rampant, etc. ? Apparemment rien !

Et ceci, parce qu'a fini par s'installer au Québec un nouveau consensus politique (très loin des grandes aspirations d'émancipation d'autrefois et largement hégémonique autour de l'acceptation des principales idées néolibérales). Un consensus qui a fini par occuper toute la scène politique, et marginaliser toute option alternative. Entre le PLQ et le PQ (les deux grands partis institutionnels de la province) et si on fait exception de la question nationale, qu'est-ce qui vraiment les sépare ? Rien ou presque ! Certains de leurs chefs respectifs ne sont-ils pas venus du même parti conservateur fédéral (Bouchard et Charest), ne partagent-ils pas les mêmes présupposés néolibéraux (voir Landry et son libre-échange), ne font-ils pas de la politique de la même manière ?

C'est sans doute un des facteurs-clé qui explique le formidable « déficit démocratique » que nous ressentons tous, comme « la crise de représentation politique » qui a rendu la politique –aux yeux de tant de gens-- si insignifiante. Au delà d'un mode de scrutin inéquitable (et qu'il faudrait changer), c'est tout notre système de représentation politique qui est en effet décrédibilisé. Et qui l'est parce qu'il ne semble pas y avoir d'espace pour un

discours qui ne soit pas celui de la « pensée unique néolibérale », parce qu'il n'y a pas ou plus de forces sociales et politiques crédibles capables de proposer d'autres chemins que celles du libre échange, de la Zléa, de la privatisation, de la concurrence tout azimut, etc.

La gauche invisible

L'ADQ capitalise sur ce malaise et ses sourdes aspirations au changement. En surfant sur des sensibilités populaires à fleur de peau, et en jouant la carte du changement de génération !. Et même si elle le fait –oh cruelle ironie- en proposant précisément ce qui ne fera qu'empirer les problèmes soulevés ci-dessus, (en offrant en somme non pas un remède, mais un poison), il reste qu'elle peut faire illusion, parce qu'il n'y a actuellement personne à gauche pour incarner de façon crédible le changement et proposer des solutions –réelles–aux problèmes sociopolitiques que tout un chacun ressent.

Et pourtant il y a encore beaucoup de gens qui au Québec croient encore aux idéaux d'émancipation nationale (près de 40%), à ceux d'une plus grande justice sociale, d'une égalité, d'une solidarité, en somme qui continuent à croire aux valeurs de la gauche. Mais ils sont tout seuls, chacun dans leur coin, isolés, sans force véritable. Ne disposant d'aucune puissance politique. Sans organe de presse important, sans organisateur politique collectif et crédible, sans candidats phares, sans même que n'arrivent à collaborer de manière fructueuse la petite gauche politique (qui cherche à se regrouper dans l'UFP) (1) et la plus vaste gauche sociale et syndicale, traditionnellement si influente au Québec.

Pourtant chaque fois que les gens de gauche sont arrivés à s'unir, au-delà de tous les sectarismes et divisions, ils ont pu marquer des points. Qu'on se souvienne de la marche des femmes de 95, ou des élections de Mercier en avril 2001. La gauche (au sens large du terme) y est apparu soudain comme un acteur décisif, pouvant récolter de vastes appuis, et récolter dans le cas de Mercier jusqu'à 24,2% des suffrages.

1- UFP - Union des Forces Progressistes - www.ufp.qc.ca